

Décision individuelle N° 2020-181

Pétitionnaire : Parc national du Mercantour

Adresse : 23 rue d'Italie, 06006 Nice

Nature de la demande : Travaux en cœur de Parc national

Intitulé du projet : Restauration de la piste de la Valmasque

Localisation : Piste de la Valmasque, du début de la piste (entrée dans la zone « Cœur du Parc »), jusqu'à un méandre de la Valmasque, située à la cote 1850m – commune de Tende

Le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-26, L.341-10, L.411-1 et R.331-67,

Vu le code du patrimoine, notamment ses articles L.522-5 et L.621-9,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 15 et 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 14, 17 et 21 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement,

Vu la décision n° 2020-180 du 1^{er} juillet 2020, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Etablissement public du Parc national du Mercantour,

Vu l'autorisation du ministère de la transition écologique et solidaire délivrée le 28 février 2020, sur la base de l'instruction de l'inspecteur des sites classés et de l'avis de la CDNPS du 17 décembre 2019,

Vu la note et l'avis formulé par le Service Régional de l'Archéologie en date du 19 novembre 2019,

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 28 juin 2020,

Vu l'avis de la DREAL daté du 1^{er} juillet 2020 formulé au titre de la réglementation en vigueur relative aux espèces protégées,

Considérant que la piste de la Valmasque est affectée au Parc national du Mercantour depuis 2007 qui en est désormais gestionnaire,

Considérant qu'à ce titre, l'Établissement public du parc est pleinement responsable de cet ouvrage et qu'il se doit d'assurer la sécurité des usagers empruntant cette voie,

Considérant que cette voie est inscrite au Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée, qu'elle permet l'accès des services de secours à la vallée de la Valmasque, au refuge CAF de la Valmasque et de rejoindre le site touristique des gravures rupestres du mont Bégo,

Considérant que l'accès motorisé, très limité, est toutefois essentiel pour certains usages : accès aux pâturages (quad pour descendre le lait des traites quotidiennes et pour acheminer le char de traite chaque année), ravitaillement hebdomadaire du refuge (quad), entretien des ouvrages hydroélectriques, services de secours,

Considérant le rapport d'expertise de stabilité de la piste réalisé par le service RTM en 2018, mentionnant 71 points de dégradation sur le linéaire, dont des pans de murs effondrés,

Considérant que l'état actuel de la piste ne permet plus de garantir la sécurité des usagers ni, à moyen terme voire court terme, le maintien de certains de ces usages actuels,

Considérant que les services instructeurs DREAL-DRAC ont encouragé le Parc national du Mercantour à proposer un programme global d'interventions plutôt que de réaliser des travaux d'urgence au coup par coup,

Considérant l'avant-projet réalisé par le service RTM, maître d'oeuvre pour la restauration de la piste, décrivant l'ensemble des travaux à réaliser par niveau de priorité,

Considérant l'absence d'incidence significative sur les sites Natura 2000 sous réserve de l'application des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement,

Considérant que l'ensemble des mesures de prévention sont prévues et seront déployées pour limiter les impacts même faibles sur la faune et la flore sauvage du cœur de Parc national,

Considérant que le projet, qui garantit la sécurité et la préservation de la piste sans nuire à l'esprit du site, ne porte pas atteinte à la qualité du site classé,

Considérant l'aspect patrimonial de la piste et la volonté de prendre en compte l'exigence historique par une reconstruction de l'ouvrage à l'identique,

Considérant que l'utilisation de la pierre sèche sera impérativement favorisée pour la réfection des murs sur toutes les sections où cette technique est possible vis-à-vis des normes en vigueur et des calculs de stabilité ; et que l'usage de la pierre sèche sera généralisé pour les interventions sur la chaussée (cunette, revers d'eau, pavage)

Considérant que la forme du marché de travaux (marché pluriannuel de 4 ans à bons de commande) permet au maître d'ouvrage d'ajuster son intervention selon la situation, les contraintes et les moyens financiers disponibles,

Considérant que la restauration patrimoniale de la piste doit concourir aux objectifs de protection des patrimoines du cœur et préserver la caractère de ce secteur du cœur de Parc,

Considérant que la circulation motorisée sera strictement limitée aux usages actuels et que la restauration de la piste ne saurait s'accompagner d'une augmentation du flux et des usagers autorisés,

Considérant que ces travaux seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

L'Établissement public du Parc national du Mercantour, représenté par sa directrice est autorisé aux conditions définies ci-après, à procéder à des travaux de restauration de la piste de la Valmasque.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

Prescriptions relatives à la prévention des atteintes aux milieux, à la faune et à la flore sauvages

- 2.1. Avant tout démarrage de travaux, chaque zone de travail sera expertisée par un agent du Parc national du Mercantour, qui se chargera de procéder aux prospections spécifiques et de définir les zones sensibles à mettre en défend. La mise en place effective et le maintien en bon état des dispositifs de mise-en-défend restent à la charge du prestataire des travaux.
- 2.2. L'approvisionnement en eau du chantier sera assuré au moyen de cuves, remplies par prélèvement dans le réseau d'eau potable de Castérino. Le prélèvement dans le milieu naturel n'est pas autorisé.
- 2.3. Le brise-roche ne pourra être utilisé qu'à compter du 1er août de chaque année.
- 2.4. Le groupe électrogène sera équipé d'un dispositif d'insonorisation.
- 2.5. Les écoulements naturels en provenance de l'amont devront être maintenus dans leur trajectoire d'origine ; en aucun cas les ruissellements situés en aval de la piste ne devront être durablement déviés ou court-circuités.
- 2.6. Toute coupe d'arbre ne pourra être mise en œuvre qu'après vérification de l'absence de nid, de loge, de fissure et/ou après s'être assuré qu'elles sont inoccupées. Cette expertise sera réalisée par le Parc national du Mercantour.
- 2.7. Dès lors qu'elles se situent à plus de 4 mètres du pied de l'ouvrage, les stations d'espèces végétales protégées seront identifiées et physiquement mise-en-défend préalablement au commencement des travaux. Cette expertise sera réalisée par le Parc national du Mercantour.
- 2.8. Les zones de retournement et les accès aux zones de travaux depuis la piste seront identifiés par le Parc national du Mercantour et le prestataire des travaux, préalablement au début des travaux. Ils seront balisés de sorte à préserver tout milieu naturel fragile vis-à-vis des phénomènes d'écrasement ou de décapage (zone humide, pelouse...). Le balisage sera à la charge du prestataire et réalisé à l'aide de matériaux amovibles. L'utilisation de la peinture est tolérée à condition de recourir à des substances biodégradables.
- 2.9. Chaque intervenant sur le chantier sera formé par le Parc national du Mercantour (ou par un prestataire mandaté), à la reconnaissance et à la manipulation adéquate du Spélerpès de Strinati, avant le démarrage des travaux de restauration des murs.
- 2.10. La déconstruction des portions de mur préalablement identifiées par le Parc national et présentant des conditions d'hygrométrie, de fraîcheur et d'habitats (interstices) favorables au Spélerpès devra impérativement être réalisée manuellement, pierre à pierre.

2.11. Tout individu de Spélerpès fortuitement découvert lors des déconstructions sera capturé manuellement et déplacé en un lieu approprié hors chantier, à proximité immédiate, et sous le contrôle d'un référent herpétofaune pour le Spélerpès,

2.12. Un compte-rendu détaillé des éventuelles découvertes d'individus de Spélerpès au cours des travaux, sera remis à la directrice du Parc national à l'échéance de chaque fin d'année jusqu'à la finalisation du chantier.

Prescriptions relatives à l'état général du chantier et à la remise en état des lieux après travaux

2.13. L'ensemble des dispositifs de mise-en-défend et de balisage sera retiré ou nettoyé à la fin des travaux.

2.14. Les lieux de stockage des engins, outils, matériaux ainsi que le lieu d'installation du sanitaire de chantier seront strictement limités à l'emprise actuelle de la piste.

2.15. Le sanitaire de chantier ne devra générer aucun rejet, ni liquide ni solide, dans le milieu.

2.16. L'ensemble des engins et outils susceptibles de provoquer une pollution accidentelle (huile, liquides hydrauliques, hydrocarbure...) seront équipés de bacs de rétention ou confinés et mis sur tapis absorbants lors des périodes d'inactivité. Toutes les équipes disposeront de kit anti-pollution.

2.17. Les matériaux susceptibles d'être lessivés ou éventrés (composants de mortier de et de ciment) seront conservés dans des contenants hermétiquement clos, à l'abri de la faune sauvage, des intempéries et des éventuels visiteurs.

2.18. L'ensemble des maçonneries sera réalisé de telle sorte que les risques de ruissellement des laitances soient réduits au maximum :

- pose et séchage au sec, hors période de pluie ;
- lavage des outils de maçonnerie dans un bac permettant la décantation des laitances et la récolte des résidus secs. Interdiction stricte de lavage dans le cours d'eau ;
- évacuation des résidus secs de décantation en-dehors du cœur de parc, vers une installation de traitement autorisée.

2.19. Le chantier et ses abords devront être maintenus en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux. Le stockage temporaire des déchets (emballages de consommables et déchets de la vie courante) devra être réalisé dans des contenants hermétiques et évacué quotidiennement en dehors du cœur de parc.

2.20. En cas de problème relatif au déroulement du chantier et pouvant avoir des incidences sur l'environnement (ex. : pollution des sols par fuite de liquide hydraulique), le prestataire devra immédiatement arrêter les travaux et prévenir le service territorialement compétent du Parc national du Mercantour pour expertise.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée à compter de la date de signature de la présente et jusqu'au 31 décembre 2024.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.


Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 9 juillet 2020



Le Directeur-adjoint


Laurent SCHEYER

Copie :

- service territorial Roya-Bévéra
- SG

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.